

**ESTÉREL CÔTE D'AZUR AGGLOMÉRATION****EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION**

Nombre de Conseillers En exercice : 18 Présents : 17	Séance du :  21 septembre 2021	Date de publication :  27 septembre 2021
--	--------------------------------------	--

L'an deux mille vingt et un, le vingt et un septembre à neuf heures, le Bureau communautaire d'Estérel Côte d'Azur Agglomération régulièrement convoqué le 15 septembre 2021 s'est réuni à la communauté d'agglomération, sous la Présidence de M. MASQUELIER, Président.

**PRESENTS :**

MASQUELIER Frédéric - BOUDOUBE Paul - CAYRON Jean - REGGIANI Jean-Paul - CHARLIER DE VRAINVILLE Gérard - BOUVARD Martine - DECARD Guillaume - MARCHAND Charles - ARENAS Martine - ISEPPI Stéphane - LANCINE Brigitte - BESSERER Christian - CHIODI Josiane - DELAUNAY KAIDOMAR Françoise - SOLER Annie - HUMBERT Cédric - LOMBARD Danièle.

**REPRESENTES** : Conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, ont donné pouvoir de voter en leur nom : RACHLINE David donne procuration à MASQUELIER Frédéric

**SECRETAIRE DE SEANCE** : M. HUMBERT.

**FONCTION PUBLIQUE**

\*

**CREATION D'UN EMPLOI DE CONSEILLER NUMERIQUE**

\*

**- N° 111 -****AR Prefecture**

083-200035319-20210927-B\_20210921\_111-DE  
Reçu le 27/09/2021  
Publié le 27/09/2021

M. CHARLIER DE VRAINVILLE, Vice-Président, expose :

Estérel Côte d'Azur Agglomération a répondu à l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) en faveur de l'inclusion numérique, lancé par le Secrétariat d'Etat chargé de la transition numérique et des communications électroniques dans le cadre de France Relance pour le financement de 4.000 postes de conseillers numériques chargés de rapprocher le numérique du quotidien des Français.

Ainsi, lesdits conseillers doivent-ils intervenir sur trois thématiques prioritaires :

- soutenir les Français dans leurs usages quotidiens du numérique (travailler à distance, consulter un médecin, vendre un objet, acheter en ligne, etc.) ;
- sensibiliser aux enjeux du numérique et favoriser des usages citoyens et critiques (s'informer et apprendre à vérifier les sources, protéger ses données personnelles, maîtriser les réseaux sociaux, suivre la scolarité de ses enfants, etc.) ;
- rendre autonomes pour réaliser des démarches administratives en ligne seul.

Affecté au service « Association, Politique de la Ville et Solidarités », le Conseiller numérique de la Communauté d'agglomération interviendrait prioritairement en faveur des habitants des quartiers dits « politique de la ville », i.e. « prioritaires » et « en veille active », via des permanences assurées dans des structures de proximité, municipales (Espace d'Accueil et d'Animation Sociale, etc.) comme associatives (centres sociaux de l'Agachon et de Saint-Raphaël, EPAFA, etc.).

Selon les besoins, notamment ceux qui émergeront du diagnostic de la Convention territoriale globale (CTG) en cours de négociation avec la CAF du Var, la mission d'inclusion numérique du Conseiller numérique d'Estérel Côte d'Azur Agglomération pourrait être étendue à d'autres publics dits « fragiles » et, conséquemment, d'autres structures.

La mise en œuvre de cette mission requiert la création, au sein de l'Etablissement, d'un emploi de conseiller numérique, sur le grade d'adjoint technique et pour une durée de 24 mois correspondant à la durée de financement du poste par l'Etat dans le cadre de l'AMI.

Cette prise en charge par l'Etat, plafonnée pour une structure publique accueillante à 50.000 euros par poste rémunéré à hauteur du SMIC au minimum, est allouée sous la forme d'une subvention versée en trois tranches :

- 20% dans le mois qui suit la signature de la convention,
- 30% au terme des 6 premiers mois,
- le solde de 50% 12 mois après la signature de la convention.

A la suite de cet exposé,

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant statut de la Fonction Publique Territoriale,

**VU** l'appel à manifestation d'intérêt du Secrétariat d'Etat chargé de la transition numérique et des communications électroniques pour les collectivités territoriales et leurs groupements,

**AR Prefecture**

**VU le tableau des effectifs existant,**

083-200035319-20210927-E-20210921\_r11-DE

Reçu le 27/09/2021

Publié le 27/09/2021

**VU l'avis de la Commission des assemblées,**

le Bureau communautaire est invité à :

**APPROUVER** la création d'un emploi non permanent de conseiller numérique pour une durée de deux ans, sur le grade d'adjoint technique, pour une durée de 24 mois,

**AUTORISER** Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette création,

**DIRE QUE** les dépenses correspondantes seront imputées au budget principal de l'exercice 2021.

**LE BUREAU,**

**APRES** avoir entendu l'exposé de **M. CHARLIER DE VRAINVILLE, Vice-Président,**  
**ET A LA DEMANDE de M. LE PRESIDENT,**  
**APRES** en avoir délibéré,

À L'UNANIMITÉ des MEMBRES PRÉSENTS et REPRESENTÉS, ADOPTE LE RAPPORT PRÉSENTÉ.

---

**FAIT** et **DELIBERE** en séance les jours, mois et an que dessus.

**POUR EXTRAIT CONFORME,**

**Le Président**

**Frédéric MASQUELIER**

**AR Prefecture**

083-200035319-20210927-B\_20210921\_111-DE  
Reçu le 27/09/2021  
Publié le 27/09/2021